



LIMINAIRE DU COMITÉ D'HYGIÈNE SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL DU MARDI 22 JUIN 2021

Madame la Présidente,

la troisième vague de la pandémie sur le territoire semble derrière nous et la vie, peu à peu, reprend son cours normal. Mais le virus circule toujours et continue de faire de très nombreuses victimes de par le monde. La vaccination semble être le seul remède, mais tant que la levée des brevets ne sera pas effective, tant que le vaccin ne sera pas considéré comme un bien de santé publique mondial accessible et gratuit à toutes et à tous, tant que la course aux profits sera plus importante que nos vies, les morts seront toujours aussi nombreux !

Le déconfinement, et avec lui le retour au travail en présentiel des agentes et des agents, est donc à l'ordre du jour dans toutes les Directions.

Pour Solidaires Finances, si cette reprise doit se faire par étapes et sans aucune pression sur les télétravailleurs et télétravailleuses, elle nécessite un accompagnement des collègues (qui sont pour certains en dehors des collectifs de travail depuis plus d'un an) et une vigilance accrue sur les conditions de leur retour.

Pas de retour à l'anormal !

Nous ne nous laisserons pas imposer un retour qui s'annonce cauchemardesque.

La période qui vient de finir n'est en rien banale. Et le retour à la « normale » n'est qu'une illusion.

La responsabilité de la gestion de cette crise devrait être reposée rapidement, loin du satisfecit de Monsieur le Président Emmanuel Macron et de son gouvernement : pourquoi n'avons-nous pas eu les masques, les tests qui auraient pu limiter ou retarder le confinement, limiter la contagion, mieux protéger ceux et celles qui ont continué à travailler pour nous soigner, faire fonctionner la société, limiter le nombre de décès... ? Pourquoi les hôpitaux publics ont-ils été débordés, les places en réanimations insuffisantes, les personnels soignant·es exposé·es, sans protection et épuisé·es vu leur nombre insuffisant ? Pourquoi les vaccins ont-ils mis autant de temps pour être accessibles ?

Lors de ce confinement, nous avons mesuré les dégâts de la marchandisation de la santé et de tous les services publics, même si nous avons encore une fois compté sur ces services alors que leur casse est sciemment organisée.

L'affaire de la panne des numéros d'urgence gérés par l'opérateur privé Orange prouve, une fois encore, s'il en était besoin, les conséquences dramatiques de ces politiques.

Solidaires Finances
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.drifp59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)

Le désir de vouloir effacer de nos mémoires cette période de confinement, de revenir à la « normale » est compréhensible. Mais les dégâts humains de cette crise sont importants et le resteront après le déconfinement, avec un chômage massif et les drames humains qui en résulteront.

Pourtant, rien n'est « normal » ou fondamentalement différent dans le monde d'après que veulent nous imposer celles et ceux qui restent les principaux acteurs, et promoteurs du capitalisme : discours sur le « travailler plus », discours sur les sacrifices à faire au niveau du droit du travail ou du droit de manifester, et une répression policière encore accentuée.

Au niveau des Ministères Économiques et Financiers, la situation est la même. Les agentes et agents ont été confinés, mais pas les projets de restructuration, de réorganisation, de fusion, d'absorption qui ont continué à marche forcée.

Les applications n'ont pas été améliorées, les connexions internet pas redimensionnées...

Ça rame, ça rame... Notre Administration se revendique à la pointe du progrès, vantant les mérites de l'informatique et de la dématérialisation. Mais, derrière ce vernis politico-administratif, lorsque l'on contourne ce décor de carton pâte, la réalité est toute autre ! Ce sont les agents qui s'avèrent être les Galériens des temps modernes.

Ils deviennent les reines et les rois du « clic », passant allègrement d'une fenêtre à l'autre afin de tenter de dénicher des informations, de fiabiliser les dossiers et, tout simplement, d'effectuer les missions qui leurs sont dévolues.

En fait, c'est à se demander si d'administration fiscale se donne suffisamment les moyens de ses ambitions. Le constat est simple : les tuyaux sont sous-dimensionnés au regard du flot de données informatiques de ce « Styx » binaire. Sans surprise, ça plante et ça rame à tout-va !!!

Il y a quelques années, nous avons fait une alerte sur ces problèmes récurrents de notre belle informatique, qui augmentaient considérablement les risques psycho-sociaux pour les agents. Nous avons en ce temps eu un sourire agacé de notre administration.

Sachez aussi que pour la hiérarchie, le travail fait n'est jamais considéré, car le reste à faire est toujours le plus important.

On aurait pu penser que nos Directions allaient tirer les leçons de cette crise.

Il n'en est rien. La DGFIP doit prochainement se voir transférer des missions fiscales de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, sans aucune préparation. Elle doit réceptionner ces nouvelles missions de perception et contrôle sans être ni formée, ni en capacité d'accueillir les agents spécialisés de la fiscalité douanière, puisqu'elle est sommée de rendre des emplois.

Alors oui, Madame la Présidente, nous pouvons le dire, l'Administration n'a pas retenu la leçon de la crise. Son seul leitmotiv est « retour à la normale ». Le plus mauvais choix ! C'est à dire les errements managériaux, les situations de stress, comme si rien ne s'était passé.

Franchement, croyez-vous que cela fonctionnait si bien avant pour que nous nous vantions de recopier les erreurs du passé ?

Solidaires Finances
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)

C'est pourquoi Solidaires Finances demande qu'un effort particulier soit fait pour évaluer la charge de travail, réguler les tensions entre agents, animer autrement le collectif de travail, identifier et intégrer de nouveaux modes d'organisation efficaces, éviter l'isolement, la perte de sens, la démotivation, communiquer pour rassurer, prévenir les risques d'agression et de violence envers les salariés.

Solidaires Finances souhaite aborder 4 sujets nécessaires au bon fonctionnement de ce comité :

- si les représentants des personnels peuvent demander l'inscription de sujets à l'ordre du jour du CHSCT, il est a minima nécessaire que les administrations concernées apportent des éléments, et donc des documents, pour servir de base aux échanges en séance. À défaut, les sujets présentés ne peuvent être réputés avoir été évoqués sérieusement dans le cadre de ce Comité. Ainsi, les représentants des organisations syndicales étaient en droit d'attendre un rapport par écrit de la visite du Directeur des Douanes à Cheriton, relatant ses constats et ses éventuelles décisions de travaux, par exemple.

- si la crise sanitaire n'a pas permis l'organisation de formations pour les membres du CHSCT, à l'instar de la reprise des formations professionnelles, Solidaires Finances souhaite une reprise des formations pour les membres du CHSCT, sur l'amiante entre autre.

- sur l'enquête de Lille Amendes, Solidaires Finances attire l'attention de la Présidente de ce Comité sur un dysfonctionnement constaté : la DRFiP 59 refuse de communiquer les documents, notamment les rapports de gestion aux membres de la délégation d'enquête. Le motif du refus de transmission des documents présenté par la DRFiP est nul et non avénu. En effet, ce document a déjà été fourni à l'occasion d'une autre enquête du CHSCT du Nord et les représentants des personnels respectent les règles de déontologie, de discrétion et secret professionnel. Il vous appartient dès lors, Madame la Présidente, de vous saisir de ce problème.

D'autre part, concernant Lille Amendes, un focus particulier sera exigé ce jour. Ignorant les alertes de Solidaires Finances depuis plus d'un an, la DRFiP 59 s'est obstinée à mettre en place un plateau d'accueil téléphonique, en lieu et place de l'accueil physique. Celui-ci devait être opérationnel lundi 21 juin, mais sans que les casques ne soient fournis, sans application, sans que le numéro ne soit activé. Mais, bien évidemment, la Direction a communiqué vers les administrés que le service était désormais joignable. Nous sommes donc toujours en présence d'un accueil physique qui doit gérer, en plus du flux quotidien, les personnes exaspérées par les errements de notre Administration. Votre absence totale de réaction sur une situation qui s'envenime de semaine en semaine, montre une fois encore votre mépris total des prérogatives de ce comité, ou simplement votre amateurisme, ainsi que l'abandon des collègues qui se retrouvent dans une situation plus qu'alarmante.

- Enfin, Solidaires Finances dénonce la façon dont vous avez clos le dernier Comité. Il est en effet inacceptable que vous mettiez fin aux débats sans égards pour les questions diverses. Il ne fait pas partie de vos attributions de déterminer si tous les sujets ont été abordés, si toutes les questions ont été posées.

Solidaires Finances en aura ainsi quelques-unes en fin de séance.

Solidaires Finances
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.drrip59@dgrip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)